

Mise à jour: 01/10/2008 09:02
État - Ingénieurs



Pas de renfort

(Journal de Montréal) [Fabrice De Pierrebourg](#)
Le Journal de Montréal

Les ingénieurs du gouvernement du Québec qui affirment ne plus suffire à la tâche pour surveiller les centaines de chantiers lancés depuis l'effondrement du viaduc de la Concorde ne sont pas près de recevoir du renfort.

«C'est un secteur où, avec moins de 1% de chômage, il y a le plein-emploi, indique André Rainville, directeur général de l'Ordre des ingénieurs. Et il faut au moins quatre ans pour former un ingénieur.»

Rien pour rassurer Michel Gagnon, le président du Syndicat des ingénieurs du gouvernement. Celui-ci est formel: même si de bonnes choses ont été faites depuis la tragédie de Laval, la sécurité demeure compromise car ses membres ne savent plus où donner de la tête.

«Nous sommes cent pour 10000 ponts -alors que 75% d'entre eux ont été construits entre 1955 et 1975 - et 29 000 kilomètres de routes», mentionne-t-il.

Conséquence, dit-il, ses membres n'ont plus le temps, ou bien rarement, d'aller visiter les chantiers en cours. Ils sont donc «obligés de faire confiance» aux firmes privées d'ingénierie engagées à coup de millions et qui offrent de meilleures conditions salariales à leurs propres ingénieurs.

«Le gouvernement a donné 15 M\$ à trois firmes pour surveiller pendant 10 ans l'échangeur Turcot. Moi avec 1,5 M\$, j'embauche 25 ingénieurs à temps plein», affirme M. Gagnon.

«Il faut les trouver, réplique Michel Champoux, de la firme d'ingénierie Dessau. Si c'était seulement une question de fric, nous non plus, on n'aurait pas de problème [de recrutement].»

«C'est vicieux comme démonstration, ajoute Johanne Desrochers, présidente de l'Association des ingénieurs-conseils du Québec. Il y a des projets qui doivent être réalisés. [...] C'est très sain que le gouvernement travaille avec le privé, qu'il bénéficie de cette expertise diversifiée.»

En avril dernier, la ministre Julie Boulet estimait avoir besoin de 150 à 200 ingénieurs de plus si elle créait une agence de surveillance de ses infrastructures.

«Dans le monde entier, il y a une rareté de main-d'oeuvre dans le domaine du génie», avertit Johanne Desrochers.

«Il y avait beaucoup d'ingénieurs au Québec il y a 40 ans, mais comme on a arrêté de faire des projets, beaucoup se sont désintéressés du métier», déplore-t-elle.